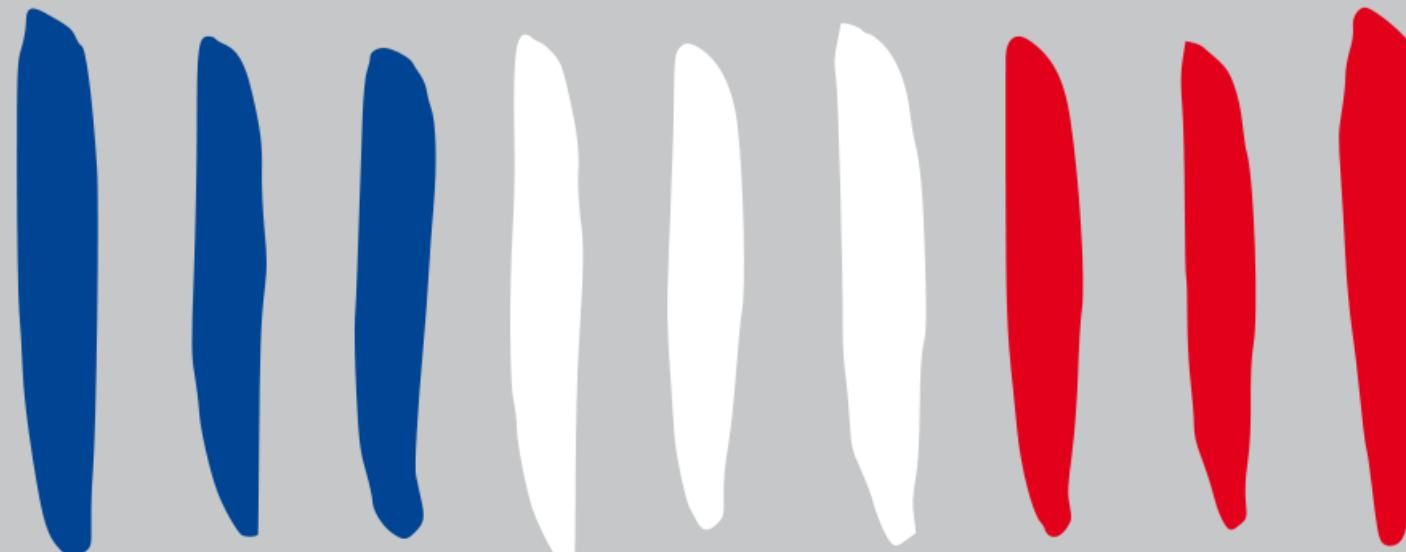


ASSEMBLEE NATIONALE



COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
AUDITIONS ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION
MERCREDI 22 ET JEUDI 23 NOVEMBRE 2017

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Contexte des auditions sur l'alimentation



Premier temps fort en parallèle de la phase 1 des EGAs

- **12, 13 et 14 septembre 2017**
- **LA CRÉATION ET LE PARTAGE DE LA VALEUR DANS LA FILIÈRE AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE**
 - 22 auditions individuelles sur deux jours et demi
 - Auditions d'acteurs institutionnels et des représentants des producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs
 - Conclusions et propositions remises au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- **10 octobre 2017:** Audition de M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture

Deuxième temps fort en parallèle de la phase 2 des EGAs

- **22 et 23 novembre 2017**
- **L'ALIMENTATION SAINTE, SURE, DURABLE ET ACCESSIBLE À TOUS**
 - A** Déplacement à Rungis avec une visite du marché, un retour sur les EGAs par M. Olivier Allain, coordinateur des Etats Généraux de l'Alimentation et une présentation des initiatives de Rungis Green Business (Pépinière Rungis & Co sur la Foodtech et « Potager de Marianne » contre le gaspillage alimentaire)
 - B** 5 tables rondes et plus de 15 acteurs auditionnés autour de deux grandes questions : « *Quel modèle d'alimentation pour demain?* » avec des acteurs institutionnels et des ONGs, et « *Quelles solutions concrètes pour y arriver* » tout au long de la filière (amont, aval, et AgriFoodTech)

Autres auditions à venir à la Commission des affaires économiques

- **29 novembre 2017:** auditions sur l'alimentation accessible à tous et l'aide alimentaire
- ...

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

A Visite de Rungis le mercredi 22 novembre 2017 (1/2) : Déroulé

03h45	Départ de l'Assemblée nationale Assemblée nationale - 128 rue de l'université 75007 Paris	08h10	Secteur des fruits et légumes (pavillon D2-E2)
04h30	Arrivée à Rungis / Secteur de la Marée - Accueil et brève présentation du Marché - Visite du Pavillon A4	08h30	Petit-déjeuner au restaurant l'Etoile Intervention de M. Olivier Allain, coordinateur des Etats généraux de l'Alimentation
05h50	Secteur des produits carnés - Pavillon de la triperie (V1T) : démonstration de découpe de tête de veau - Pavillon des viandes (V1P) - Pavillon de la volaille et du gibier (VG1)	10h00	Rungis & Co Présentation des initiatives de Rungis Green Business (politique RSE du marché) : - Echanges avec les entrepreneurs de la pépinière Rungis & Co sur la Foodtech - Echanges avec le « Potager de Marianne » / Réseau ANDES (lutte contre le gaspillage alimentaire)
07h30	Halle Bio (pavillon D6)	11h00	Départ de Rungis Arrivée à l'Assemblée nationale prévue vers midi
07h50	Secteur des produits laitiers (pavillon D4)		

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

A Visite de Rungis le mercredi 22 novembre 2017 (2/2) : Délégation

Délégation de la SEMMARIS

- **Monsieur Stéphane Layani**, Président-directeur général
- **Madame Bérengère Banquey**, Cheffe de cabinet
- **Monsieur Jérôme Zois**, Directeur de l'innovation
- **Madame Pauline Jacquemard**, responsable Marketing
- **Madame Dominique Marty**, Responsable commerciale
- **Madame Isabelle Carpichio**, Responsable commerciale

Délégation de Rungis&Co

- **Monsieur Paul Bruley**, Directeur Adjoint CCI Val-de-Marne
- **Michel Pinquier**, Responsable de Rungis&Co - CCI Val-de-Marne
- **Madame Odile Ana** : 1001 Noyaux
- **Monsieur Steeven Beynier, Monsieur Louis Fernandes** : TIPTOP
- **Madame Anne-Sophie Bordry** : TETRAMOS
- **Madame Meryem Bourbaa** : My Healthy Food
- **Monsieur Vincent Bringer** : La fraiche box
- **Monsieur Hawa Coulibaly** : SUNAFRIK
- **Monsieur Olivier Duchesne de Lamotte** : BIOTRAQ
- **Monsieur Georges Gambaro et Madame Isabelle de Beketch** : Luminup
- **Monsieur Laurent Guignot** : MeetingPointPro
- **Monsieur Pierre LEVY** : Califrais
- **Madame Namizata Massonnaud** : Mylocomotive
- **Monsieur Karam Miloudi** : Les Saveurs de Rérima
- **Madame Cécile Roux** : GREEN'ELLE
- **Monsieur Clément Sptiteri** : Eco2PR
- **Monsieur Marceau Vidrequin** : Mandoline
- **Monsieur Octavio Yepez** : NEXUS 3PL

Délégation du Potager de Marianne – ANDES

- **Monsieur Arnaud Langlais**, Coordinateur du Potager de Marianne
- **Madame Anne Giraud**, Responsable Pôle Insertion par l'Activité Economique
- **Madame Emmanuelle Zehren**, Responsable Pôle animation et développement du réseau
- **Madame Juliette Novelli**, Responsable pôle communication et partenariats

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

B Auditions du jeudi 23 novembre 2017 (1/2): vue d'ensemble des acteurs auditionnés

Matin : « Quel modèle d'alimentation pour demain ? »

1 Quels sont les grands enjeux alimentaires du futur ?

Le point de vue institutionnel



2 Quelle transition agricole et alimentaire ?

Le point de vue des ONGs



Après-midi : « Quelles solutions concrètes pour y arriver ? »

3 Focus sur l'amont : les bonnes pratiques pour l'agriculture



4 Focus sur l'aval: les bonnes pratiques de la restauration hors foyer



5 L'AgriFoodTech, des solutions « de la fourche à la fourchette »



COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

B Auditions du jeudi 23 novembre 2017 (2/2): agenda détaillé

Matin : « Quel modèle d'alimentation pour demain ? »

1

08H30 – 10H15 // Table ronde n° 1

Quels sont les grands enjeux alimentaires du futur ?

- IPES-Food / Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables : M. Nicolas Jacobs, coordinateur
- Parlement Européen : M. Michel Dantin, député européen, membre de la Commission de l'agriculture et du développement rural et membre suppléant de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
- Agence Bio : M. Florent Guhl, directeur
- Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) : Dr. Roger Genet, directeur général

2

10H30 – 12H15 // Table ronde n° 2

Quelle transition agricole et alimentaire ?

Présentation de la plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire

- Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) : Mme Mathilde Théry, responsable agriculture et alimentation
- France Nature Environnement (FNE) : M. Jean-Claude Bevillard, responsable des questions agricoles
- Générations futures : M. François Veillerette, directeur et porte-parole
- CCFD-Terre solidaire : Mme Maureen Jorand, responsable du pôle Plaidoyer Souveraineté alimentaire et climat

3

Après-midi : « Quelles solutions concrètes pour y arriver ? »

4

13H30 – 15H00 // Table ronde n° 3

Focus sur l'amont : les bonnes pratiques pour l'agriculture

- CIVAM, M. Fabrice Bouin, paysan dans la Manche, membre du Bureau national et M. Vincent Dulong, directeur
- Terre de liens, M. Freddy Le Saux, Président
- Fermes d'Avenir, Mme Linda Bedouet, Responsable du Réseau des Fermes d'Avenir et Mme Hélène Le Teno, Directrice GROUPE SOS Transition Ecologique

5

15H15 – 16H45 // Table ronde n° 4

Focus sur l'aval : les bonnes pratiques de la restauration hors foyer

- Syndicat national de la restauration collective (SNRC), M. Jacques Roux, Président
- Restau'co, M. Éric Lepêcheur, Président

17H00 – 18H30 // Table ronde n° 5

« L'AgriFoodTech », des solutions « de la fourche à la fourchette »

- DigitalFoodLab : M. Matthieu Vincent, co-fondateur
- La Ferme Digitale : M. Paolin Pascot, Président de La Ferme Digitale et cofondateur d'Agriconomie
- Capagro : M. Jean-Baptiste Cuisinier, Fondateur et Président du Directoire

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- IPES-Food réunit des spécialistes de l'environnement, des économistes du développement, des nutritionnistes, des agronomes, des sociologues et des représentants de la société civile et des mouvements sociaux. IPES-Food a pour objectif d'éclairer le débat sur la réforme des systèmes alimentaires au moyen de recherches axées sur les politiques et d'un engagement direct dans les processus politiques à travers le monde

L'intervenant



Nicholas Jacobs

- Coordinateur, IPES-Food

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Un modèle basé sur la diversification des exploitations et des paysages agricoles, le remplacement des intrants chimiques, l'optimisation de la biodiversité et des interactions entre différentes espèces. Sur cette nouvelle base, des stratégies intégrées seraient créées, axées sur une fertilité des sols à long terme, des agroécosystèmes durables, et des moyens de subsistance sécurisés, à savoir, des «systèmes agroécologiques diversifiés».
- Il faut un modèle de distribution qui correspond à la diversification de la production et qui permet une répartition de valeur plus équitable. Les nouvelles formes de coopération et les nouveaux rapports commerciaux déjà émergents devraient se développer davantage pour devenir le modèle dominant, c'est à dire les circuits courts, les ventes directes, les initiatives de l'économie sociale et solidaire, et un modèle de marché public axé sur la production locale, durable, diversifiée.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- La réorientation des soutiens/subventions publics vers la transition agroécologique et la création de systèmes alimentaires durables territoriaux.
- La création de politiques alimentaires intégrées à tous les niveaux. Les politiques actuelles (agricoles, environnementales, de santé, développement) ne sont pas compatibles entre elles et, même prises séparément, elles ne parviennent pas à tenir leurs promesses. Une politique alimentaire intégrée est nécessaire pour assurer la cohérence de ces politiques et les aligner sur des objectifs communs.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.ipes-food.org
- 'De l'Uniformité à la Diversité: Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés' (2016)



1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- L'Agence Bio est un groupement d'intérêt public qui regroupe au sein de son Conseil d'Administration les ministères de l'agriculture et de l'environnement ainsi que les Chambres d'Agriculture, Coop de France, la FNAB et le Synabio. Il s'agit d'une plateforme d'échanges des acteurs du développement de la bio en France par trois outils : communication, programmes de structuration de filières et observatoire national de l'agriculture biologique.

L'intervenant



Florent Guhl

- Directeur

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- La forte demande des consommateurs de produits sains, locaux et respectueux de l'environnement amènera un développement des produits bio
- Les consommateurs sont aussi à la recherche d'une alimentation locale à voir comme une réaction à une alimentation mondialisée ayant perdu du sens et du lien aux territoires
- Du côté des professionnels de l'agriculture et de l'alimentaire l'anticipation de l'évolution de ce type de demande amène à se positionner de plus en plus sur des produits de qualité

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- Il s'agit tout d'abord de construire un plan concerté, Etat-Régions-Agences de l'Eau pour développer une offre de produits bio française
- Concrètement il est important de maintenir un système d'aides à la conversion et à l'installation d'agriculteurs en bio
- Il faut aussi anticiper les départs en retraite des agriculteurs en priorisant la transmission des exploitations agricoles à des candidats en bio
- Il faut développer des outils de financement nouveau des projets de filières bio en particulier en orientant des outils publics-privés vers la transition agricole
- On devrait développer des marchés particuliers comme la restauration hors domicile car il s'agit à la fois d'un secteur permettant la structuration des acteurs sur le terrain et la découverte de nouveaux produits pour les consommateurs

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.agencebio.org
- Rapport CGAAER sur le bilan du plan Ambition Bio 2017 : <http://agriculture.gouv.fr/programme-ambition-bio-2017-premier-bilan-intermediaire>

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

L'Anses évalue l'ensemble des risques chimiques, biologiques, physiques auxquels l'humain peut être exposé, volontairement ou non, à tous les âges et moments de sa vie, qu'il s'agisse d'expositions via son alimentation, au travail, pendant ses transports ou ses loisirs. Les activités de l'Anses concernent toutes les étapes de la chaîne alimentaire de la production primaire à l'assiette du consommateur, et même au-delà, de façon intégrative, grâce à ses compétences en bien-être et santé animale et dans le champ de la santé-environnement, ou encore de la santé des végétaux et des produits réglementés. Cela concerne tous les aliments y compris l'eau.

L'intervenant



Roger Genet

- Directeur général
- Anses

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

Evoquer l'alimentation de demain recouvre les questions suivantes :

- **Interconnexion** de plus en plus forte **de l'alimentation avec les modes de productions et leurs impacts systémiques** : préoccupations sociétales, protection de l'environnement et de la biodiversité (bio, extensif, usages des phytos, transport et bilan carbone, ressource en eau...), éthique (rémunération des producteurs, bien-être animal...), mais aussi sociaux et économiques (circuit courts et consommation de proximité, producteurs « connus » identifiables, traçabilité, étiquetage, mise en avant de la « ferme France »).
- **Consommateurs à la recherche de nouveaux modèles de consommation en lien avec des préoccupations de santé et/ou sociétales** : végétariens, régimes spéciaux (« sans »), végans, compléments alimentaires...
- **lutte contre l'exposition à des sources de danger** physico-chimiques et biologiques : impact sur la santé publique de ces nouveaux comportements et offres alimentaires;
- lutte contre l'**obésité** et les **maladies non transmissibles** d'origine métabolique et/ou environnementale.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- **Consolider les connaissances sur les exposition** : systèmes de surveillance intégrés, veille, émergences, **évaluation des effets des mélanges de substances chimiques** et expositions agrégées, effet des faibles doses d'exposition, génomique, connaissance de la pathogénicité et impact sanitaire.
- **Améliorer la qualité de l'offre alimentaire** avec des leviers efficaces (PNA, observatoire alimentation Oqali, repères nutritionnels...), **adapter la réglementation** (chartes d'engagement volontaire).
- **Développer des approches des risques et bénéfices intégratives** : interaction environnement-santé-nutrition-agriculture durable, **documentation socio-économique** en appui aux décisions publiques
- **Réorientation des modèles agricoles et d'élevage avec prise en compte de l'exposition aux dangers** en lien avec les plans Ecophyto/Ecoantibio : réduction de l'usage des pesticides en s'appuyant sur une **stratégie de définition des « bons usages » avec l'ensemble des parties prenantes**, développement des alternatives en matière phytosanitaire par un **dispositif de soutien et d'accompagnement des PME pour développer les solutions de biocontrôle**.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- Site internet : www.anses.fr
- Rapport clé sur le sujet : « INCA 3 : Evolution des habitudes et modes de consommation, de nouveaux enjeux en matière de sécurité sanitaire et de nutrition », Rapport Anses de juil 2017. Etudes EAT2 et EATinfantile (contaminants chimiques dans l'alimentation), Rapport 2013 et 2016. Mise à jour des repères nutritionnels, Rapport PNNS 2017
- [Contribution aux EGAs]: Note « Santé et alimentation : l'action de l'Anses en appui aux pouvoirs publics », Septembre 2017.



Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

A l'annonce de la tenue d'Etats généraux de l'alimentation, une plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire s'est constituée. Elle rassemble plus d'une cinquantaine d'organisations de la société civile : acteurs économiques venant du monde agricole, de la pêche ou du commerce équitable, acteurs scientifiques, acteurs citoyens issus de la consommation responsable, de l'action sociale, de la santé humaine, du bien-être animal, de la protection de l'environnement et du climat, du monde étudiant et de la solidarité internationale.

Les intervenants

- Mathilde Théry, Responsable Agriculture et Alimentation à la FNH, @Maththery
- Jean Claude Bervillard, responsable des questions agricole pour FNE
- Jeanne Maureen Jorand, Responsable pole plaidoyer souveraineté alimentaire climat au CCFD Terre solidaire
- François Veillerette, Directeur de Générations futures

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

La transition écologique, sanitaire et sociale de notre système agricole et alimentaire constitue une nouvelle étape du monde agricole indispensable et bénéfique pour tous. Pour nous cette transition agroécologique repose en particulier sur deux évolutions principales :

- Une relocalisation, progressive et significative, des systèmes alimentaires, moteur d'une relance des économies territoriales,
- Une systématisation des bonnes pratiques environnementales, sociales et sanitaires et en particulier la priorisation de la transition agroé-cologique.

Il ne s'agit pas dans ces différents domaines d'ajustements à la marge. La transition c'est l'accompagnement de la profonde transformation des processus de production, de transformation, de distribution et de consommation des aliments à laquelle une recherche largement réorientée, est appelée à contribuer.

Cette transition agroécologique est déjà en cours. Son émergence repose sur des initiatives locales et internationales de très nombreux acteurs des chaînes de production et de consommation.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- Porter une gouvernance démocratique jusqu'au bout des EGA et au delà : ouvrir la **discussion avec les interprofessions** dans le cadre des EGA pour la construction de «**plans de filières** ». Nous demandons à ce que le cadrage politique (l'ambition des filières) soit rendu public, qu'un échange puisse avoir lieu.
- Une **Loi ambitieuse** à l'issue des EGA qui fixe les objectifs chiffrés, en matière de **restauration collective** durable (produits bio, locaux, augmentation des protéines végétales), de garantie d'un prix juste pour les agriculteurs et de sortie progressive et programmée des pesticides avant la fin du quinquennat (fin du glyphosate à 18 mois, avec un plan d'accompagnement des agriculteurs).
- Faire de la **santé environnementale** une priorité : proposer un plan de lutte contre la présence dans les aliments de substances potentiellement dangereuses pour la santé (additifs, PE, nano...)
- S'assurer de la cohérence des politiques nationales et internationales: **plan d'action accompagnant le CETA** qui protège les intérêts des agriculteurs et des consommateurs. encadrement des investissements français dans les pays du Sud, nomination d'un rapporteur spécial à la cohérence des politiques

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- Contribution aux EGAs de la plateforme : http://www.fondation-nature-homme.org/sites/default/files/gp_priorites_ega_def_bd.pdf
- [Autres?] Contribution de la FNH : http://www.fondation-nature-homme.org/sites/default/files/presse/dp_ega_26-09-2017.pdf
- Contributions de FNE à la consultation publique : <https://www.fne.asso.fr/actualites/%C3%A9tats-g%C3%A9n%C3%A9raux-de-lalimentation-%C3%A0-vos-clics-citoyens>

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

Réseau CIVAM (Centres d'Initiation pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) fédère et anime des collectifs locaux composés de paysans, habitants et acteurs du monde rural autour du principe fondateur et partagé de l'éducation populaire. L'objet de l'Association s'inscrit dans une perspective de transformation sociale en intervenant plus spécifiquement pour la promotion d'une agriculture durable, innovante, solidaire et valorisant les territoires ruraux.

L'intervenant



Fabrice Bouin

- Membre du Bureau national de Réseau CIVAM
- Paysan, éleveur laitier dans la Manche

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

Les modes de production agricole et alimentaires actuels engendrent des bouleversements sociaux, environnementaux, sanitaires. La nécessité de **concilier des finalités économiques avec des attentes environnementales et sociales au sein de systèmes agricoles et alimentaires territoriaux** est plus prégnante que jamais. Répondre à ces attentes suppose de rapprocher les intérêts divers et parfois contradictoires d'acteurs pluriels, non pas seulement à l'échelle de filières agro-alimentaires, mais aussi à l'échelle des territoires. **Parler d'alimentation, c'est penser l'agriculture dans les territoires, c'est donc reconnecter politiques agricoles et politiques alimentaires afin de construire des systèmes agricoles et alimentaires durables.**

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- Redéfinir un horizon collectif / partagé et **faire le choix de systèmes agricoles et alimentaires économies et autonomes** qui répondent de manière globale aux enjeux économiques, environnementaux, sociaux et territoriaux actuels
- **Accompagner les agriculteurs, les filières et les territoires** dans cette transition agricole et alimentaire par des dynamiques collectives et non du conseil prescriptif
- **Revoir l'évaluation des systèmes de production actuels** et des politiques agricoles afin de privilégier la l'efficacité économique du travail plutôt que la productivité physique
- **Placer les citoyens au cœur des décisions** relatives à ces politiques est primordial afin de jeter les bases d'un modèle agricole réellement soutenu par la société.
- Renforcer voire de créer une **éducation alimentaire et agricole** pour une population de plus en plus urbaine et déconnectée des campagnes

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.civam.org
- Observatoire technico économique des fermes en système herbager de l'Ouest de la France, publication sur les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés, Publication sur « s'installer et après ? »...
- Contribution à l'atelier 2 (finalisée et envoyée), à l'atelier 11 (en cours de rédaction), 12 (en cours de rédaction) et 14 (en cours de rédaction)
- Membre du Collectif INPACT



Fermes d'avenir

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- Fermes d'avenir est une structure du GROUPE SOS – 1^e entreprise sociale européenne (l'efficacité économique au service de l'intérêt général). 800 ME CA, 15 000 p.
- Mission: accélérer la transition agricole et alimentaire - favoriser le mieux manger pour tous*
- Leviers d'action : Produire (fermes et projets de transition en territoire, conseil, mise en réseau), Former, Financer la transition (concours, prêts, club des financeurs), Sensibiliser et influencer*

L'intervenant



Hélène Le Teno

- Directrice de GROUPE SOS Transition Ecologique

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Favoriser le mieux manger pour tous: une alimentation saine, sûre, équitable, accessible à tous –qui prend soin de la terre (préserve le capital naturel : sols, biodiversité, eau, climat) et des hommes (santé de l'agriculteur et du consommateur, plaisir, emplois de qualité et partage de la valeur, patrimoine)
- A l'ère de la rareté en ressources, pour un système viable, résilient et juste demain, le contenu de l'assiette et les schémas logistiques ont besoin d'évoluer : vers une assiette « décarbonée » et une reconfiguration de la Ferme France - cf. Rapport SolAgro Afterres 2050
- Pour ce faire, il suppose la transformation de nos systèmes agraires: réaliser la transition des organisations (nouveaux modèles économiques, nouveaux modèles coopératifs agricoles, impact de la transition numérique du champ à l'assiette et soutiens aux acteurs #techforgood), accompagner la transition des compétences, financer les acteurs innovants à fort impact social et environnemental

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- Au vu des bénéfices macroéconomiques associés (dépenses réduites de santé, emplois, capital naturel), Doter le Fonds Avenir Bio (MAA) + porter auprès de la CDC des *Investissements d'avenir agricoles et alimentaires « verts et inclusifs »* (5 MdEuros/an minimum avec une gouvernance éclairée) + *conseil technique agricole indépendant*. Oser Compter ce qui compte: aller vers un open data des fermes pour pouvoir distinguer celles qui préservent ou régénèrent le capital naturel et social (PSE et fiscalité).
- Faciliter la transition auprès des agriculteurs installés et en installation: augmenter la force des leviers « compétences »/financement/mise en réseau, rendre le métier désirable et faciliter le droit à produire et la formation (compagnonnage + migrants), aider à l'emploi sur les fermes agro-écologiques
- Déployer des projets phares « cœurs de transition » dans toutes les régions
- En territoires, renforcer les liens entre les citoyens et les agriculteurs. Ex: évènements/visites de fermes (Tour), finance participative pour soutenir les fermes et TPE alimentaires innovantes.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- Plaidoyer Fermes d'avenir : <https://fermesdavenir.org/plaidoyer>
- Pétition 70000 signataires <https://bluebees.fr/fr/petition>
- Contribution aux EGAs: <https://www.egalimentation.gouv.fr/profile/fermesdavenir>
- Travail sur la comptabilité en triple capital: <https://fermesdavenir.org/fermes-davenir/nos-actions/compta-davenir>
- Partenaires <https://fermesdavenir.org/fermes-davenir/lhistoire-du-projet/nos-partenaires>



Terre de Liens

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- Terre de liens regroupe un réseau associatif, une société Foncière et une Fondation reconnue d'utilité publique.
- Son objet est la préservation du foncier agricole afin de le soustraire à la spéculation et d'y installer des fermiers qui pratiquent une agriculture respectueuse des équilibres sociaux et naturels.
- La foncière fait appel à l'épargne citoyenne pour acquérir les terres et La fondation peut recevoir des fermes ou des dons manuels et des subventions publiques d'investissement
- Le réseau associatif accompagne des porteurs de projets agricoles, cédants et acteurs publics locaux sur leurs problématiques foncières

L'intervenant



Freddy Le Saux

- Président de l'association nationale Terre de Liens

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Notre alimentation de demain doit être de qualité sociale et environnementale accessible pour tous. Elle doit respecter, voire améliorer les équilibres socio-territoriaux : sur des questions aussi large que le réchauffement climatique et les cultures locales liées aux terroirs. Cette transition alimentaire et agricole ne peut-être la somme de choix individuels, mais l'expression de choix collectifs pris dans le cadre donné par l'Etat mais aussi au plus près des territoires et des citoyen. Si les Plans alimentaires territoriaux intègrent pleinement une dimension de dialogue territorial et non pas des consultations ficeées dès le début, ils peuvent être l'embryon de la souveraineté alimentaire que nous appelons de nos vœux et que le Président de la République a donné comme objectif des EGA. Terre de Liens porte un projet de contrat social entre citoyen et paysans qui permet d'orienter et de gérer le foncier agricole vers cette transition. Dans une perspective de relocalisation de l'alimentation, l'orientation et la gouvernance du foncier est un préalable à la transition agricole et alimentaire.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- La préservation des terres agricoles doit être une priorité. Le respect des équilibres écologiques et la réponse aux nouveaux défis sociétaux de l'agriculture va nécessiter la mobilisation de toutes les surfaces disponibles.
- Mettre des moyens conséquents dans l'accompagnement et la formation des publics voulant s'installer dans l'objectif de réaliser cette transition (non issu du milieux agricole, sur des petites fermes ancrées dans les territoires, etc.). C'est le seul moyen d'avoir une production de qualité à terme. Les dispositifs d'aide à l'installation sont encore basés sur l'agriculture du siècle dernier incapable d'intégrer ces enjeux nouveaux.
- Donner sa place aux question foncière dans des PAT en s'appuyant sur un réel dialogue territorial afin de construire des stratégies foncières et alimentaires territoriales. Renforcer l'implication de la société civile dans la gouvernance nationale et locale de l'orientation du foncier et de l'agriculture et consolider nos systèmes de régulation du foncier (SAFER, contrôle des structures, CDPEAF).
- Peser dans les négociation de la PAC 2020 pour une transformation des aides vers des paiements pour services territoriaux et environnementaux calculés à l'actif et non à l'hectare.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- <https://terredeliens.org/>
- <http://convertisseur.terredeliensnormandie.org/>
- <http://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>
- Participation à la plateforme des organisations et associatives.

SNRC – Syndicat National de la Restauration Collective

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

Créé en 1963, le SNRC regroupe 40 sociétés de la restauration collective concédée, PME et grandes entreprises : ce sont 21 500 restaurants dans les écoles, les entreprises, les hôpitaux... implantés sur tout le territoire français.

Adhérent du Medef et membre fondateur de Food Service Europe, le syndicat est reconnu depuis 1983 par le ministère du Travail comme représentatif de la branche. Il est régulièrement consulté par les pouvoirs publics (PNNS, CNA, EGA...).

L'intervenant



Jacques Roux

- Président du SNRC
- Membre du Conseil exécutif du Medef

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Un modèle qui sait **s'adapter aux demandes des convives et aux évolutions des modes de vie**, en diversifiant les façons de prendre un repas. Actuellement, les habitudes alimentaires des convives changent et leurs régimes alimentaires se diversifient (omnivore, flexitarien, végétarien). Les aliments allergènes se multiplient. Les restaurants doivent s'adapter constamment.
- Un modèle qui propose une **alimentation de meilleure qualité, qui s'appuie sur un modèle d'approvisionnement responsable**. Restaurateurs et monde agricole ont cause commune pour bâtir un consensus social sur la valeur des produits. La structuration des filières et réseaux d'approvisionnement et de distributions innovants permettent de co-construire la restauration du futur en plus d'y introduire davantage de produits sous labels de qualité.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- **(Continuer à) sensibiliser les convives et (continuer à) former du personnel** à l'adaptation aux besoins nutritionnels des différents publics, enfants, adolescents, adultes, personnes âgées. Valoriser plus largement ces pratiques (auprès des parents, des citoyens, des salariés... via les collectivités donneurs d'ordre).
- **Inciter (fiscalement ?) les clients à s'engager sur le juste prix dans leurs cahiers des charges** (aujourd'hui, les objectifs dans les cahiers des charges sont très qualitatifs - bio, AOP, AOC... - mais le critère prix est hyper prépondérant) et former les acheteurs (privés et publics).
- **Soutenir les pratiques innovantes en matière de politique d'achats responsables** qui favorisent la structuration des filières : contribuer au développement du territoire (aujourd'hui 60% des approvisionnements des adhérents du SNRC proviennent de France), entretenir de solides liens avec les agriculteurs et encourager le passage à une agriculture biologique française (cf. implication dans Corabio depuis 2011).

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.ssrc.fr
- Tables rondes des dernières rencontres de la restauration collective concédée sur le sujet : <http://www.ssrc.fr/actualites-all.php>

Association interprofessionnelle Restau'co

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- Créée en 1966, l'association Restau'co est un réseau qui anime la restauration collective en gestion directe, valorise ses métiers s'engage pour l'amélioration des pratiques. Le réseau comprend des établissements de tous les segments de la restauration collective (scolaire, santé, social et travail). Avec plus de 12 000 membres, le réseau interprofessionnel rassemble tous les acteurs, 300 000 emplois, 3,6 milliards de repas, 17 milliards de chiffres d'affaires et 75 000 entreprises.

L'intervenant



Eric Lepêcheur

- Président Restau'co
- Directeur de la restauration université Orsay
- Membres interfel, inaporc, interbev
- Membres du CNA et Agence Bio

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

Le modèle alimentaire et agricole de demain sera pluriel, nous avons de multiples demandes des convives, un accès à l'alimentation à géométrie variable, souvent liée aux revenus de chacun ; il y aura toujours plusieurs modèles agricoles, parce que plusieurs demandes : de l'agroécologie en passant par le bio, le circuit court, des modèles intensifs, des modèles à l'export, de l'indication géographique permettant à chacun de s'approvisionner en fonction de ses contraintes.

Les enjeux sociaux, environnementaux et économiques seront au cœur de nos attentes et en particulier la provenance et le contenu des produits transformés.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- Mettre en place les conditions pour augmenter les volumes et synergies au sein des territoires en s'appuyant sur les PAT et création de « Maison de l'alimentation » en région.
- Mettre en place les outils « Mon restaurant responsable » et « Engagement volontaire de la restauration collective » pour accompagner les acteurs
- Faire évoluer les procédures d'achat des marchés publics
- Création d'une prime à l'achat sous signe de qualité et rendre obligatoire l'opération « fruits à la récré »
- Fixer un coût alimentaire minimum à l'hôpital (budget achats alimentaires)
- Fixer aux établissements publics des objectifs d'ouverture de postes d'apprentis
- Créer une école nationale de l'alimentation avec des passerelles entre les formations agricoles et alimentaires
- Accompagner la mise en œuvre du MOF en restauration collective, créé par décret en novembre 2016.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.restauco.fr
- Communiqué de presse RESTAU'CO Oct 2017
- Plaquette <https://fr.calameo.com/read/000536654d410e0585373>



1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- Fonds de capital-innovation de 124 M€, dédié à l'agriculture, l'alimentation et la chimie verte.
- Souscripteurs : Bpifrance, Avril, Tereos, InVivo, Bel, Terrena, LSDH, Isagri, Intermarché, Crédit Agricole, Groupama, Agrica, AG2R.
- Mode d'intervention : prise de participation minoritaire dans des startups innovantes au moment de l'entrée du premier produit sur le marché, pour des montants de 1 à 10 M€.
- Il n'existe que 2 fonds de ce type en Europe : Capagro et Anterra Capital (NL).

L'intervenant



Jean-Baptiste Cuisinier

- Président du directoire
- Ex dirigeant d'entreprise IAA et membre du cabinet de Hervé Gaymard au ministère de l'agriculture

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Deux impératifs essentiels pour l'alimentation de demain :
 - Mieux prendre en compte la variabilité individuelle des consommateurs dans l'offre d'alimentation, et permettre aux individus de faire des choix éclairés ;
 - Réduire l'impact environnemental au sens large des filières, du champ à l'assiette.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- Pour répondre aux impératifs ci-dessus, la France doit :
 - Investir massivement dans la R&D ;
 - Faciliter le passage des résultats de cette R&D vers les agriculteurs, les industriels et les distributeurs, par des dispositifs financiers (Capagro n'est qu'une petite partie de la réponse), de formation, et d'incitation au regroupement des acteurs au sein des filières ;
 - Se souvenir que l'innovation est au cœur de la tradition agricole et alimentaire française... Les crises actuelles (glyphosate et autres) se résoudront par plus de science et de compréhension fine des mécanismes du vivant et non pas par un retour à un passé idéalisé.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- www.capagro.fr



1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- DigitalFoodLab accompagne le développement de la foodtech en France.
- Nous travaillons avec les entrepreneurs, investisseurs et industriels de l'agroalimentaire en leur fournissant les données et l'expertise nécessaires pour accélérer le développement de la FoodTech

L'intervenant



Matthieu Vincent

- Co-fondateur de DigitalFoodLab
- Co-fondateur de WeCook (startup créée en 2010 et revendue en 2017)

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Des produits plus locaux : l'intérêt des consommateurs pour des produits locaux, notamment ceux produits par des startups montre une envie pour des aliments dans lesquels ils puissent s'identifier.
- Nouveaux produits, plus personnalisés et innovants : ils sont liés à la croissance constante des régimes particuliers de convenance (végétarisme, véganisme, sans gluten, paléo...) ou de nécessité (diabète, personnes âgées, ...). On peut donc imaginer des aliments (transformés ou naturels) dédiés à un individu. Cela s'applique particulièrement aux nouveaux aliments (viandes végétales ou de synthèse, ...).
- Les produits alimentaires doivent aussi répondre à une demande de plus grande transparence des étapes de production à la distribution (directe, en restaurants ou en livraison). La transparence porte sur l'origine, les acteurs de la production, ceux de la transformation et les valeurs nutritionnelles.
- De plus en plus de livraison de plats de restaurants et de courses, ce phénomène n'en est qu'à ses débuts.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous ?

- Un des grands enjeux agro-alimentaires de demain concernera les protéines végétales. Par exemple pour les viandes : celles de synthèse, viandes issues de protéines alternatives ou viandes végétales. Sur ces sujets, les entreprises françaises sont en retard, voire absentes. Or, le rapprochement de ces entreprises du fonctionnement de la santé laisse présager des situations de quasi-monopole, qui seront dangereuses pour l'équilibre des filières agro-alimentaires françaises et européennes. Trouver les moyens de financer ces entreprises devrait être une priorité.
- Un autre sujet de long terme concernant la FoodTech est celui de la nutrition personnalisée. Il s'agit d'exploiter les données génétiques ainsi que leur expression dans le sang pour estimer les besoins nutritionnels exacts d'un individu. L'interdiction d'exploiter commercialement les tests génomiques en France empêche le développement d'une filière qui sera probablement clef demain.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- Site avec informations sur la FoodTech : www.digitalfoodlab.com
- Lien pour le prochain événement DigitalFoodClub (4 présentations de startups) : <https://www.f6s.com/digitalfoodclub21/>
- Articles sur la FoodTech écrits par DigitalFoodLab sur le site Maddyness : <https://www.maddyness.com/theme/foodtech/>



La Ferme Digitale

1 Présentation générale de l'institution

L'institution

- **La Ferme Digitale** est une association avec un double objectif :
 - Créer une communauté d'acteurs dont la volonté est de faire progresser le secteur agricole grâce à la recherche et l'innovation.
 - Rapprocher les consommateurs et les agriculteurs grâce aux technologies du numérique.
- **Agriconomie** est un site Internet dont l'objectif est de permettre aux agriculteurs d'acheter tout ce dont ils ont besoin sur leur exploitation plus simplement et au meilleur prix.

L'intervenant



Paolin Pascot

- CEO AGRICONOMIE
- Président
LaFermeDigitale

2 Problématiques clés relatives aux Etats Généraux de l'Alimentation

Quel est selon vous le modèle d'alimentation de demain ?

- Un modèle permettant :
 - à tous les acteurs de la chaîne, et surtout aux agriculteurs, de vivre (et non de survivre),
 - aux consommateurs d'avoir de la visibilité sur ce qu'ils consomment ,
 - à notre environnement d'être plus respecté.

Quelles propositions concrètes pour une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous?

- Re-créer un modèle de distribution agricole avec de la concurrence et/ou déboulonner les monopoles
- Arrêter d'avoir des acteurs de la distribution médecins, pharmaciens et qui, en plus, payent les agriculteurs à la fin du mois...
- Homogénéiser les règles et lois agricoles à l'échelle européenne afin de diminuer la concurrence déloyale
- Arrêter de pondre des lois tous les 2 ans alors que les agriculteurs font des investissements lourds sur leur exploitation
- Donner aux agriculteurs les cartes pour réellement gérer leur exploitation comme des chefs d'entreprises
- Aider / éduquer / permettre à une partie des agriculteurs de migrer vers de nouveaux schémas de production, de distribution et de gestion d'entreprise.

Liens utiles d'information complémentaire des députés sur le sujet

- <https://www.agriconomie.com/>
- <http://www.lafermedigitale.fr/>

Agriconomie.com

Agriconomie.com
Tout pour votre exploitation en 1 clic